



**FICHE DE RENSEIGNEMENTS
CANDIDAT LOCATAIRE ET LISTE DES
DOCUMENTS A FOURNIR**

Patrimium
32, boulevard du Président
Poincaré
67000 STRASBOURG
Tél : 03 88 61 63 14
Fax : 03 88 25 58 21
Mail : info@patrimium.com
Site : www.patrimium.com

IDENTITÉ⁽¹⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾
Nom	_____	_____
Prénom	_____	_____
Date de naissance	___/___/___	___/___/___
Lieu de naissance	_____	_____
Nationalité	_____	_____

SITUATION DE FAMILLE⁽¹⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾
Célibataire – Marié(e) – Séparé(e) – Veuf(ve) – Concubin(e) – Pacsé(e) – Divorcé(e)	_____	_____
Enfant(s) à charge (nombre)	_____	_____
Age du (ou des) enfant(s)	_____	_____
N° d’allocataire permettant le versement des aides au logement	_____	_____
Nombre total de personnes qui habiteront les lieux loués	_____	

DOMICILE ACTUEL⁽¹⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾
Adresse	_____	_____
Code postal	_____	_____
Ville	_____	_____
Téléphone	_____	_____
- fixe	_____	_____
- portable	_____	_____
Adresse e-mail	_____	_____

SITUATION PROFESSIONNELLE⁽¹⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾
Profession	_____	_____
Employeur (nom, adresse, adresse e-mail, téléphone)	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
Date d'embauche	___/___/___	___/___/___
Type de contrat (durée indéterminée – durée déterminée – intérim...)	_____	_____

RESSOURCES⁽¹⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾
Salaire mensuel net	_____	_____
Allocations familiales mensuelles	_____	_____
Autres revenus mensuels	_____	_____
REVENU GLOBAL MENSUEL NET	_____	_____

CAUTION⁽¹⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾
<input type="checkbox"/> OUI ⁽¹⁾ Indiquer le nom et le prénom	_____	_____
<input type="checkbox"/> NON	_____	_____

REFERENCE ANNONCE

SOUHAIT DATE D'EFFET DU BAIL

PIÈCES À FOURNIR – JUSTIFICATIFS LOCATAIRE(S)

■ Une pièce justificative d'identité en cours de validité, comportant la photographie et la signature du titulaire parmi les documents suivants :

- Carte nationale d'identité française ou étrangère.
- Passeport français ou étranger.
- Permis de conduire français ou étranger.
- Document justifiant du droit au séjour du candidat à la location étranger, notamment, carte de séjour temporaire, carte de résident, carte de ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

■ Une seule pièce justificative de domicile parmi les documents suivants :

- Trois dernières quittances de loyer ou, à défaut, attestation du précédent bailleur, ou de son mandataire, indiquant que le locataire est à jour de ses loyers et charges.
- Attestation d'élection de domicile établissant le lien avec un organisme agréé au titre de l'article L. 264-2 du code de l'action sociale et des familles.
- Attestation sur l'honneur de l'hébergeant indiquant que le candidat à la location réside à son domicile.
- Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale.

■ Un ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles parmi les documents suivants :

- Contrat de travail ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et, le cas échéant, la durée de la période d'essai.
- Extrait K ou K bis du registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.
- Extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan.
- Copie du certificat d'identification de l'Insee, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant.
- Copie de la carte professionnelle pour une profession libérale.
- Toute pièce récente attestant de l'activité pour les autres professionnels.
- Carte d'étudiant ou certificat de scolarité pour l'année en cours.

■ Un ou plusieurs documents attestant des ressources parmi les documents suivants :

- Dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.
- Trois derniers bulletins de salaires.
- Justificatif de versement des indemnités de stage.
- Deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour les professions non salariées.
- Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.
- Attestation de simulation établie par l'organisme payeur ou simulation établie par le locataire relative aux aides au logement.
- Avis d'attribution de bourse pour les étudiants boursiers.
- Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière.
- Justificatif de revenus fonciers, de rentes viagères ou de revenus de valeurs et capitaux mobiliers.

PIÈCES À FOURNIR – JUSTIFICATIFS CAUTION(S)

■ Pour les cautions personnes physiques, une pièce justificative d'identité en cours de validité, comportant la photographie et la signature du titulaire parmi les documents suivants :

- Carte nationale d'identité française ou étrangère.
- Passeport français ou étranger.
- Permis de conduire français ou étranger.

■ Pour les cautions personnes morales les deux justificatifs :

- Extrait K bis original de moins de trois mois de la société ou les statuts ou toute autre pièce justifiant de l'existence légale de la personne, faisant apparaître le nom du responsable et l'adresse de l'organisme ainsi que la preuve qu'une déclaration a été effectuée auprès d'une administration, une juridiction ou un organisme professionnel.
- Justificatif d'identité du représentant de la personne morale figurant sur l'extrait K bis ou les statuts.

■ Une seule pièce justificative de domicile parmi les documents suivants :

- Dernière quittance de loyer.
- Facture d'eau, de gaz ou d'électricité de moins de trois mois.
- Attestation d'assurance logement de moins de trois mois.
- Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale.

■ **Un ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles parmi les documents suivants :**

- Contrat de travail ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et le cas échéant la durée de la période d'essai.
- L'extrait K ou K bis du registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.
- L'extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan.
- La copie du certificat d'identification de l'Insee, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant.
- La copie de la carte professionnelle pour une profession libérale.
- Toute pièce récente attestant de l'activité pour les autres professionnels.

■ **Un ou plusieurs documents attestant des ressources parmi les documents suivants :**

- Dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.
- Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière.
- Trois derniers bulletins de salaires.
- Les deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour les professions non salariées.
- Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.
- Justificatif de revenus fonciers, de rentes viagères ou de revenus de valeurs et capitaux mobiliers.

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS – CONFIDENTIALITÉ

Le responsable du traitement des données personnelles est le mandataire.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à vérifier la solvabilité du candidat locataire.

Les informations collectées ont un caractère confidentiel et sont réservées exclusivement au mandataire et au bailleur.

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au mandataire.

Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

NOTE

(1) A préciser pour chacun des candidats locataires.

(2) Rayer la mention inutile.

Fait à _____ le _____
Certifié exact

Monsieur/Madame⁽²⁾ (Nom et prénom)

Monsieur/ Madame⁽²⁾ (nom et prénom)